

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/DS16/2

13 octobre 1995

(95-3047)

Original: anglais

COMMUNAUTES EUROPEENNES - REGIME APPLICABLE A L'IMPORTATION, A LA VENTE ET A LA DISTRIBUTION DES BANANES

Communication de Sainte-Lucie

Le Président de l'ORD a reçu la communication ci-après, datée du 3 octobre 1995, adressée par la Représentation permanente de Sainte-Lucie au Bureau du Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales, aux Missions permanentes du Guatemala, du Honduras et du Mexique et à la Délégation permanente de la Commission européenne, qui est distribuée à la demande de la Représentation permanente de Sainte-Lucie.

Le gouvernement de Sainte-Lucie désire vous faire savoir qu'il souhaite participer aux consultations demandées par votre gouvernement, conformément à l'article 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, à l'article XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, à l'article VI de l'Accord sur les procédures de licences d'importation et à l'article XXIII de l'Accord général sur le commerce des services, au sujet du régime communautaire applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes établi par le Règlement n° 404/93 (Journal officiel L47 du 25 février 1993) et par la législation, les règlements et les mesures administratives ultérieurs de la CE qui mettent en oeuvre, complètent et modifient ce régime.

L'article 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends prévoit expressément que, au cours des consultations, les Membres devraient accorder une attention spéciale aux problèmes et intérêts particuliers des pays en développement Membres.

La part des bananes dans les exportations de produits agricoles de Sainte-Lucie s'est élevée à 90 pour cent en 1993. Une chute des recettes provenant de l'exportation des bananes aurait des conséquences négatives très sérieuses pour l'économie de Sainte-Lucie. Des modifications du régime communautaire applicable aux bananes qui amoindrirait notablement les dispositions en faveur de Sainte-Lucie mettraient en péril son accès à son seul marché d'exportation et engendreraient une situation catastrophique qui conduirait inévitablement à un désastre économique. Sainte-Lucie a donc un intérêt commercial substantiel dans les consultations demandées par votre gouvernement.

Je vous saurais gré de bien vouloir répondre rapidement à cette demande et souhaite que des arrangements mutuellement acceptables puissent être pris pour que des consultations conjointes aient lieu sur cette question, qui est d'une importance fondamentale pour mon pays.